

RPTB1

## TRADE AND INVESTMENT PROMOTION PLANNING SYSTEM

## 90/91 TRADE AND ECONOMIC OVERVIEW

Mission: ALGIERS

Country: ALGERIA

L'Algérie s'est engagée sur la voie de réformes politiques et économiques importantes. Depuis quelques années, les autorités algériennes ont réalisé qu'une réforme drastique de tout le système économique était nécessaire et urgente. La mise en application d'un plan de réforme transformant les sociétés d'Etat en Entreprises publiques économiques (EPE) ayant une autonomie de gestion et d'opération totale, une loi à venir sur la création de sociétés mixtes et la reconnaissance de l'importance du secteur privé dans le développement économique du pays donneront à l'Algérie des outils nouveaux pour sortir de son marasme économique à condition naturellement que l'exécution soit à la hauteur des intentions.

S'appuyant sur cette restructuration, le nouveau gouvernement a donc proposé un programme d'action économique basé sur (1) l'assainissement des instruments de gestion monétaire et financière; c'est-à-dire lutte contre l'inflation et les déficits publics, recherche de solutions au lourd problème de l'endettement extérieur (cependant pas de rééchelonnement), établissement d'une politique des prix qui tient compte du marché et des pressions sociales, réforme fiscale, etc...et (2) sur une relance économique axée sur la décentralisation de l'économie et la libéralisation des activités commerciales qui non seulement accéléreront et assainiront les prises de décision, mais inspireront confiance à l'investissement étranger soit par la formation de sociétés mixtes ou par des projets d'intégration.

Pétrole et gas demeureront l'unique source importante (96%) de devises étrangères et la mobilisation maximale de ce secteur se traduira par des dépenses de plus de \$20 milliards au cours des dix prochaines années. Comptant l'importance des infrastructures dans le développement économique, les secteurs du transport, des télécommunications et de l'hydraulique continueront de recevoir une attention toute particulière dans la distribution des budgets de l'Etat. Le secteur agricole, ayant passé à travers une période de ré-organisation devrait s'améliorer progressivement, mais pas au point où d'importantes importations de produits agricoles ne seront pas nécessaires. La performance et le développement du secteur industriel entraîneront également le besoin de services d'engineering extérieurs.

Le succès du programme ambitieux de re-structuration sera tributaire de plusieurs facteurs dont quelques-uns échappent au contrôle de l'Algérie. Par exemple, la conjoncture économique mondiale affectera le niveau des changes, le coût des équipements étrangers et des denrées alimentaires, les taux d'intérêts et surtout le prix des hydrocarbures. Avec une majorité des entreprises nationales opérant bien en deça de leur capacité (par faute de devises nécessaires pour les importations), il relèvera du défi d'atteindre la croissance prévue de 4,5% pour l'économie algérienne en 1989. Si aucun changement politique ne survient au cours de la prochaine année, que le prix du pétrole se maintient au niveau actuel ou augmente et que "les directeurs généraux des EPE utilisent à bon escient leur nouvelle autorité", il y a bon espoir de voir l'Algérie traverser avec succès la phase actuelle de transition, car les politiques économiques et monétaires du pays sont maintenant bien orientées. Dès 1991, le pays devrait être soulagé des pressions qui se font sentir actuellement sur sa balance des comptes extérieurs.